

Les économies asiatiques convergent-elles vers un capitalisme anglo-saxon?

Bernard THOMANN

Faut-il interpréter le décollage économique et la nouvelle hégémonie du capitalisme en Asie orientale comme partie prenante d'une convergence vers un modèle global fondé sur le système capitaliste anglo-saxon ou bien comme l'amorce d'un processus de constitution d'une nouvelle forme de capitalisme, reposant sur une intégration économique régionale? Les deux ouvrages recensés ici abordent, du point de vue de la théorie de la régulation, cette question de front.

Recensés : Sébastien Lechevalier, *La Grande transformation du capitalisme japonais*, Les Presses de Sciences Po, 420 p.

Robert Boyer, Hiroyasu Uemura et Akinori Isogai, dir., *Diversity and Transformations of Asian Capitalisms*, Routledge Studies in the Modern World Economy, 2011, 390 p.

Une globalisation capitaliste paradoxale

Les phénomènes conjugués du processus de globalisation et de la spectaculaire croissance économique de l'Asie orientale ont pu produire des interprétations assez paradoxales. D'un côté, la conversion spectaculaire des nations du bloc communiste – la Chine en tête – au capitalisme et à l'économie de marché, et l'évolution rapide des échanges marchands entre les nations émergentes et les nations les plus riches, ont pu donner le sentiment qu'un certain modèle de modernité politique, économique et social parti d'Europe était arrivé à une sorte d'hégémonie globale. Avant la chute du mur de Berlin, s'il était admis que le modèle de l'État nation avait conquis l'ensemble du globe sur les ruines des empires coloniaux, forgé les cultures nationales et l'identité sociale d'une majeure partie de l'humanité, le capitalisme n'avait pas constitué le modèle unique d'industrialisation et de culture matérielle à travers le monde. Or, avec la conversion des nations du bloc communiste, il a pu sembler que le monde avait repris sa marche vers un état final, le capitalisme libéral, s'apparentant à une sorte de « fin de l'histoire » pour reprendre la formule du célèbre ouvrage

de Francis Fukuyama. Une telle évolution a pu prendre une connotation négative chez un Immanuel Wallerstein voyant dans cette emprise du système monde d'origine occidentale une menace pour la richesse culturelle de l'humanité¹. À l'inverse, un célèbre éditorialiste américain, Thomas Friedman, a pu se réjouir de cette accélération de la globalisation économique produisant une « terre plate » constituant de jeu unique et homogène pour les entreprises, les nations et les individus, ce capitalisme global étant inséparable d'un processus inexorable d'adoption universelle des valeurs de la démocratie libérale². Au final, qu'on le regrette ou que l'on se réjouisse, le constat d'une uniformisation du monde pour le meilleur ou le pire était le même.

Cependant, dans le même temps, la fulgurante montée en puissance économique de la Chine, de l'Inde, ou de la Corée du Sud, ont aussi remis en cause la vision du monde et de ses hiérarchies que beaucoup, dans les pays occidentaux, avaient continué à entretenir, même après l'effondrement des empires coloniaux. Le décollage économique de la Chine en particulier, largement le résultat de réformes endogènes, a pu par exemple donner le coup de grâce aux représentations issues d'une théorie de la modernisation qui avait expliqué le sous-développement des « pays du Sud » par une incapacité quasi culturelle à appliquer les politiques adéquates et voyait l'aide des pays occidentaux comme incontournable. Elle a pu, à l'inverse, paraître également infirmer une théorie de la dépendance qui tendait à voir les pays pauvres durablement coincés dans un échange inégalitaire hérité du colonialisme et de l'impérialisme, ceux-ci devant se contenter de fournir la main d'œuvre et les ressources naturelles utilisées pour la production des produits manufacturés. Cette ascension économique de l'Asie orientale – d'abord surtout incarnée par le Japon jusqu'à la fin des années 1980 – commença d'ailleurs à être interprétée par beaucoup d'acteurs asiatiques eux-mêmes comme l'avènement d'un esprit du capitalisme, et même d'une modernité, d'essence différente de celui qui s'était développé en Europe et aux États-Unis. Ce discours sur les « valeurs asiatiques » fut assez largement relayé dans les années 1990 à Singapour ou en Malaisie et trouve aujourd'hui une nouvelle vitalité en Chine.

Cependant, au-delà de ces discours visant à bousculer les hiérarchies héritées de l'ère de l'impérialisme et du colonialisme, la question de la nature du capitalisme qui en est venu,

¹ Immanuel Wallerstein, « Eurocentrism and its Avatars : The Dilemmas of Social Science », *New left review*, n.226, 1997, p.105.

² Thomas Friedman, *La terre est plate : Une brève histoire du XXI^e siècle*, Paris, Ed. Saint-Simon, 2006.

concrètement, à dominer les économies d'Asie orientale est bien sûr essentielle à tout questionnement sur le sens qu'il faut donner à la mondialisation. Pour faire court, faut-il interpréter cette mondialisation comme une convergence vers un modèle global fondé sur le système capitaliste anglo-saxon ou bien comme nécessitant une remise en cause des visions dominantes de l'économie entretenues en occident ? Cette question de la nature du système capitalisme à l'œuvre aujourd'hui n'est pas seulement d'ordre théorique. Elle est d'autant plus d'actualité que la globalisation a été accompagnée de crises globales qui ont touché les économies capitalistes de l'Asie orientale et les transforment profondément.

Crises et diversité des capitalismes asiatiques

Les deux ouvrages d'économie recensés ici ont le mérite d'aborder, du point de vue de la théorie de la régulation, ces questions de front. Parce qu'ils abordent la question des crises et des transformations des systèmes capitalistes sur la base d'une identification de la diversité des systèmes capitalistes asiatique, on peut les considérer comme des contributions importantes au nécessaire renouvellement auquel sont appelées les sciences sociales si elles veulent être en mesure d'affronter le phénomène de la globalisation économique et de ses problèmes. Ils ont en effet l'ambition d'élargir au Japon et à l'ensemble de l'Asie orientale et de l'Asie sud-est une analyse de la diversité des capitalismes, entamée dans les années 2000 par Peter A. Hall et David Soskice³ puis Bruno Amable⁴. La théorie de la régulation démontre là sa capacité à fournir des grilles d'explication sur le fonctionnement et les mutations des économies nationales et régionales en tenant compte des trajectoires historiques particulières. De plus, alors qu'elle est considérée comme hétérodoxe et relativement marginale dans la recherche universitaire américaine et européenne, elle démontre son influence, déjà ancienne, dans la recherche académique japonaise, avec l'ouvrage de Sébastien Lechevalier, *La grande transformation du capitalisme japonais*, qui dialogue avec les travaux d'un certain nombre d'auteurs japonais, et le livre collectif dirigé par Robert Boyer, Hiroyasu Uemura et Akinori Isogai, *Diversity and Transformations of Asian Capitalisms*, qui inclut les contributions d'économistes de l'archipel. Ce dernier ouvrage montre aussi que la théorie de la régulation a trouvé un certains nombre de relais dans le monde des économistes chinois et coréens qui apportent également leur contribution.

³ Hall, P.A. and Soskice D. (eds.), *Varieties of Capitalism : The Institutional Foundation of Comparative Advantage*, New-York, Oxford University Press, 2001.

⁴ Amable B., *The Diversity of Modern Capitalism*, New York, Oxford University Press, 2003.

L'interrogation sur la diversité du capitalisme des économistes qui ont contribué à ces deux ouvrages est liée à une interrogation originale sur la nature de ses crises. Celles-ci ont pu en effet être très différemment interprétées selon la grille d'analyse adoptée, comme le rappelle Hiroyasu Uemura. Si l'on s'attache à la crise qu'a connue le Japon depuis le début des années 1990, l'approche néo-classique a expliqué la faible croissance de l'économie de l'archipel, suite à l'éclatement des bulles foncières et financières, essentiellement sous l'angle de la productivité. Pour réaliser une plus forte croissance, il faudrait ainsi éliminer les entreprises à faible productivité en renforçant les mécanismes de marché par une politique de dérégulation et en adoptant un système d'innovation plus adéquat. Comme le montre bien la contribution d'Yves Tiberghien au livre de Sébastien Lechevalier, un certain nombre de réformes adoptées par les gouvernements japonais depuis les années 1990, et que l'on peut qualifier de néolibérales, ont visé à déréguler les marchés financiers et du travail. L'approche keynésienne, elle, a surtout trouvé l'explication de cette situation de stagnation économique prolongée par les surinvestissements qui ont été fait dans la seconde moitié des années 1980, la chute brusque du prix des actions après l'éclatement de la bulle et une demande insuffisante dans le début des années 1990. Le problème des mauvaises créances et l'inflation des dettes dans un système financier incertain exacerbèrent la récession des années 1990. Hiroyasu Uemura suggère ainsi que les politiques menées depuis 1990 ne furent pas purement néolibérales, mais aussi keynésiennes, comme le montrent certaines décisions clés qui ont conduit à une reprise passagère de la croissance dans les années 2000. On peut évoquer par exemple les plans de relance gouvernementaux et la réorganisation du système financier par la puissance publique pour résoudre la question des mauvaises créances. L'approche régulationniste, qui est développée dans ces deux ouvrages, a une perspective plus structurelle, mettant l'accent sur les conditions institutionnelles et la stabilité du régime de croissance. L'ouvrage de Sébastien Lechevalier montre ainsi que la crise structurelle prolongée de l'économie japonaise dans les années 1990 fut liée à des faiblesses de coordination. En d'autres termes, elle s'explique par la détérioration du mode de régulation existant, incarné jusque là par un ensemble d'institutions compatibles entre elles : une structure de conglomérats industriels – les *keiretsu* –, un recours important à la sous-traitance, une redistribution des dividendes de la hausse de la productivité par les offensives syndicales du printemps (*shuntô*), une représentation des différents intérêts sectoriels et régionaux au sein de l'administration gouvernementale et une politique industrielle capable de fixer des priorités stratégiques d'investissement. Si ces formes de coordinations étaient porteuses de certaines contraintes, elles ont été à la base d'un certain contrat social, ont permis la diffusion de

l'innovation et ont joué une fonction dans la mutualisation des risques. Ainsi, pour la théorie de la régulation, chaque économie nationale étant caractérisée par une certaine forme de coordination liée à son histoire, il n'y a pas de solution universelle à appliquer aux crises économiques. Toute politique doit au préalable reposer sur une fine analyse des caractéristiques historiques du système socio économique national.

Pour déterminer les spécificités des capitalismes, les deux ouvrages partent des travaux de Hall et Soskice qui ont identifiés deux types d'économies parmi les 22 pays de l'OCDE, les économies libérales de marché et les économies de marché coordonnées. Ils se réfèrent aussi aux recherches de Bruno Amable, qui a développé cinq catégories, dont un « capitalisme asiatique » incarné par le Japon et la Corée, par comparaison avec les « économies fondées sur le marché », les « économies sociales démocrates », « méditerranéennes » et « d'Europe continentale ». Ils citent aussi Berthelier, Desdoigts et Ould Aoudia qui voient en tout huit types d'économies capitalistes, ayant affiné cette typologie en apparentant les économies asiatiques à quatre types : « autoritaires » avec la Chine, l'Indonésie et la Thaïlande, « émergentes et fragiles » avec la Malaisie et les Philippines, les « cités États » avec Hongkong et Singapour, et les « économies caractérisée par la poursuite des progrès technologiques avec une stricte sécurité du contrat de travail » avec le Japon, la Corée et Taiwan⁵. Dans leur contribution à l'ouvrage de Boyer, Uemura et Isogai, Yuji Harada et Hironori Tohyama, parviennent quant à eux à identifier cinq groupes d'économies asiatiques : un « capitalisme semi-agraire insulaire » en Indonésie et Philippines, un « capitalisme industriel tiré par le commerce » en Malaisie et en Thaïlande, un « capitalisme urbain » à Hong Kong et Singapour, un « capitalisme tiré par l'Innovation » au Japon, en Corée et à Taiwan et un « capitalisme continental mixte » en Chine.

La « grande transformation » des capitalismes asiatiques

Cependant, au-delà de ces classifications qui peuvent, à l'image de l'ouvrage d'Esping Andersen sur les différents types d'États-providence⁶, faire l'objet de débats à l'infini, ces deux publications valent surtout par l'analyse des transformations dont les systèmes économiques de l'Asie orientale ont été l'objet et qui posent avec plus d'acuité que jamais la

⁵ Berthelier, P. Desdoigts, A. et J. Ould Aoudia, « 'Profils Institutionnels' Présentation et analyse d'une base de données originale sur les caractéristiques institutionnelles de pays en voie de développement, en transition et développés », France: Document de Travail du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, 2003.

⁶ Gosta Esping-Andersen, Les trois mondes de l'Etat-providence. Essai sur le capitalisme moderne, coll. Le lien social, éd. PUF, 1999.

question de leur convergence en direction du capitalisme financier anglo-saxon. Au Japon d'abord, comme nous l'avons vu plus haut, où les mutations ont été si importantes qu'elles ont été qualifiées de « grande transformation » par Sébastien Lechevalier, mais aussi en Chine et en Corée. Dans le cas du Japon, l'auteur montre que la crise qui a touché le pays depuis le début des années 1990, a provoqué des réformes d'inspiration néolibérale qui ont profondément modifié le visage du capitalisme national, lui donnant un visage de plus en plus financier. Les réformes du système d'emploi, du management ou du financement des entreprises ont remis en question les caractéristiques de la firme japonaise classique et provoqué une hétérogénéité grandissante entre elles. La « resegmentation du marché du travail » que ces évolutions ont induit s'est accompagnée d'une montée des inégalités qui met en danger le compromis social qui s'était formé pendant la période de haute croissance. Le système d'innovation a été l'objet de « réformes pragmatiques » telle que la réforme de l'architecture de la politique publique d'innovation avec une meilleure coordination du MITI, du ministère de l'Éducation, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. Mais il a aussi été l'objet de « réformes idéologiques » tel un nouveau système de propriété intellectuelle protégeant d'avantage l'invention au détriment de la diffusion ou comme la réforme des universités visant notamment à une meilleure commercialisation des innovations scientifiques. Si nombres de ces réformes ont pris pour exemple les États-Unis, l'auteur estime qu'on ne peut pas dire pour autant de manière certaine que le capitalisme japonais converge vers le capitalisme américain, le système d'innovation ne s'étant par exemple pas totalement aligné sur le modèle de la Silicon Valley. On peut ajouter à l'étude pourtant très complète de Sébastien Lechevalier que les accords de libre échange en négociation avec les pays de la zone Pacifique (TPP ou Trans-Pacific Partnership) et en particulier les États Unis, qui impliquent l'ouverture à la concurrence étrangère de nombreux secteurs japonais encore protégés, font toujours l'objet de très fortes résistances au sein du pays⁷.

Pour Hyungkee Kim, le développement sud-coréen avant 1987 relève d'un régime tiré par les exportations, impliquant un régime d'accumulation qui repose sur un État autoritaire développementariste permettant le maintien d'un couple productivité élevée/bas salaires. Cependant, entre 1987 et la crise asiatique de 1997, le système a mué, notamment sous l'effet de mouvements de grève, vers un régime fordiste avec un couple productivité élevée/haut salaires. La croissance des salaires fut sur cette période plus élevée que la croissance de la

⁷ Voir notamment le dossier spécial de la Revue Sekai : « Tokushû 1 TPP hihan – naniga okiru no ka » (Dossier spécial n.1, La critique du TPP –Qu'est-il en train de se passer ?), *Sekai*, n.815, avril 2011.

productivité. Wooseok Ok et Junho Yang, dans l'autre contribution sur la Corée du sud, rappellent aussi que, pendant cette période, les institutions des marchés financiers et du travail étaient favorables aux performances à la fois des grandes entreprises et des petites et moyennes entreprises. Le taux de change relativement stable, et le comportement des banques, dépendant peu des cycles et fondé sur des relations de long terme, favorisaient les investissements des PME et leur participation active aux activités d'exportation. De plus, la performance des grandes firmes profitait par contre coup aux PME à cause de l'absence, à cette époque, de la concurrence des PME Chinoises. Les succès des grandes entreprises sur les marchés d'exportation créaient en effet une nouvelle demande pour ces PME augmentant ainsi leur rentabilité et stimulant leurs investissements. Ainsi, le régime de croissance d'avant la crise de 1997 permettait un taux de croissance assez élevé, des investissements stables et un assez faible niveau d'inégalités de revenus.

Cependant, suite à la crise asiatique, l'économie coréenne suivit une stratégie plus orientée vers le marché. Au centre de ces réformes, la gouvernance d'entreprise évolua, visant à renforcer la transparence et à améliorer le statut financier des entreprises. On assista aussi à une libéralisation des marchés financiers et des capitaux et à une flexibilisation du marché du travail. La croissance après 1997 fut légèrement plus faible qu'auparavant, mais la performance somme toute positive de l'économie indiquait, pour beaucoup, qu'elle se dirigeait vers un modèle dominé par le marché. Cependant, Ok et Yang estiment, d'un point de vue régulationniste, que l'on peut avoir des réserves à l'égard de cette interprétation. Les processus d'adaptation industriels conduisent souvent à une période longue de transition et la forme finale dépend souvent de la stabilité et du caractère durable de sa performance économique. Ce que Kim qualifie de « seconde grande transformation » fut largement facilité par les restructurations menées par le FMI et l'austère politique monétariste commandée par l'organisation internationale mina le régime d'accumulation fordiste. Elle eut aussi un impact destructeur sur les entreprises et les foyers qui avaient beaucoup emprunté aux banques. De nombreuses banqueroutes furent provoquées par la politique de haut taux d'intérêts. Plus durablement, les réformes orientées vers le marché, malgré leurs apparentes bonnes performances, ont créé des clivages profonds entre la production pour l'exportation et le marché domestique, les grandes entreprises et les PME et entre les différents groupes de travailleurs. Dans le régime de croissance d'après la crise, les institutions financières et du marché du travail n'apparaissent pas comme un environnement favorables aux PME. La libéralisation financière, avec une augmentation rapide de la proportion d'actions possédées

par l'étranger, les taux de change volatiles et les pratiques bancaires tournées vers les profits de court terme réduisent significativement l'accès des PME aux ressources financières et leur motivation à l'export. L'interdépendance croissante de l'économie coréenne avec la Chine contribue à gêner les relations étroites entre la performance des grandes firmes et celle des PME, victimes de la délocalisation de la production. La dualité de plus en plus grande du marché du travail non seulement handicape la stimulation de la consommation domestique mais influence également négativement la capacité des PME à bénéficier d'une main d'œuvre qualifiée, à cause de l'instabilité croissante de la situation d'emploi. Ces tendances créent d'énormes tensions au sein du modèle socio-économique et peuvent menacer son caractère durable.

Le capitalisme chinois est également à la croisée des chemins. Lei Song estime ainsi que le pays a connu deux grands ajustements structurels dans les années récentes. Premièrement, la Chine a mis sur pied sa politique nationale d'« innovation indigène » en 2006, après 26 ans de réformes. Deuxièmement, la crise financière américaine révélant la dépendance trop importante du pays aux marchés internationaux, le pays s'est lancé dans une transition stratégique vers une croissance tirée par la consommation domestique. Cependant, si Robert Boyer reconnaît l'ambition des réformes du gouvernement chinois – la loi de 2008 sur le travail a renforcé les droits contractuels des travailleurs, la très large disparité entre les *hukou* (livret de résidence) urbains et ruraux a été réduite et la crise de 2008 a provoqué une utilisation plus dynamique de la politique du salaire minimum –, il remarque aussi que toutes les analyses historiques du capitalisme montrent qu'un quart de siècle est nécessaire pour voir des évolutions structurelles dans les formes institutionnelles de base et leur évolution en un nouveau mode développement. Les sources de la croissance chinoise seraient en fait largement restées les mêmes pendant les deux dernières décennies et les déséquilibres auraient même été exacerbés. Étant donné son incapacité à agir directement sur la consommation privée, le gouvernement en a été réduit à des instruments classiques : le contrôle du crédit et la politique de change. Les succès impressionnants dans la gouvernance à court terme n'ont pas dissipé les tendances contraires qui mettent en cause la viabilité à long terme du mode de développement chinois.

D'une interdépendance des capitalismes asiatiques à une intégration régionale ?

Cependant, ces problèmes de coordination au sein des capitalismes de l'Asie orientale ne sont bien sûr pas seulement dus à des évolutions endogènes. Un des apports de l'ouvrage

dirigé par Robert Boyer, Hiroyasu Uemura et Akinori Isogai, est qu'il envisage les régimes de croissance, non pas comme des systèmes purement nationaux, mais comme inséparable de phénomènes d'interdépendance qui dépassent les frontières des États. Cependant, Yuji Harada et Hironori Tohyama remarquent que, jusqu'à présent, de nombreuses analyses des systèmes économiques asiatiques se sont contentées de prendre la forme de juxtapositions de descriptions historiques des différentes économies. Il existe néanmoins une façon traditionnelle d'expliquer la diversité des économies asiatiques et leur division du travail par le « modèle du vol des oies sauvages ». La théorie du vol d'oies sauvages est un modèle de développement économique qui fut décrit par l'économiste Kaname Akamatsu en 1937 ayant d'abord à l'esprit l'économie japonaise. Selon ce modèle, un pays engage un processus d'industrialisation sur un produit à faible technicité, qu'il importe d'abord puis dont il devient exportateur. Il l'abandonne ensuite pour un produit à plus haute valeur ajoutée. Ceci permet alors à un autre pays, reprenant le même type de production, d'entamer son propre processus d'industrialisation. Après le Japon, Singapour, la Corée du Sud, Hong-Kong et Taiwan ont ainsi entamé leur industrialisation dans les années 1960 selon ce même mécanisme. Dans les années 1980, une seconde génération de nouveau pays industrialisés apparaît avec la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie. Cependant, selon Boyer, Uemura et Isogai, l'émergence de la Chine ne suit pas ce vieux modèle du vol des oies sauvages qui n'est ainsi plus le mécanisme principal d'intégration économique en Asie. La standardisation et la modularité des produits, dont les parties peuvent être fabriquées dans divers pays avant d'être assemblées, alliées avec une mobilité des investissements étrangers directs sans précédent, ont créé un large réseau de production à travers l'Asie orientale et l'Asie du sud-est où la Chine occupe une place centrale, étant elle-même à l'origine d'investissements directs à l'étranger et ne se contentant pas de fabriquer des produits à faible technicité. Ce processus a été largement mené et organisé par les multinationales, en particulier japonaises comme le montrent Jiang Wang, Nagendra Shrestha et Hiroyasu Uemura, mais les gouvernements y ont aussi pris part via leurs politiques industrielles et commerciales.

Cette interdépendance économique de fait ne mène pourtant pas forcément à une institutionnalisation de l'intégration régionale qui n'a jamais été facile à mener à cause d'une histoire complexe⁸. Une telle intégration reste en effet susceptible de souffrir de positions conflictuelles entre les pays concernant la protection de leur industrie, le régime

⁸ Voir le dossier sur la communauté asiatique publié dans *La Vie des Idées* : Emilie Frenkiel & Bernard Thomann, « Retour à l'Asie », *La Vie des idées*, 28 avril 2011 : <http://www.laviedesidees.fr/Retour-a-l-Asie.html>

macroéconomique spécifique de la Chine reposant en particulier sur un excédent commercial qui compense l'aggravation d'un certain nombre de déséquilibres domestiques tel que le déclin, depuis le début des années 1990, de la part du revenu du travail et de la consommation des ménages dans le PIB. De plus, une part significative de l'intermédiation financière de l'épargne excessive de l'Asie orientale qu'engendrent les déséquilibres du commerce international a lieu à Wall Street ou dans les centres urbains où ils entretiennent des comportements spéculatifs qui sont la source d'instabilité financière et de crises récurrentes. Boyer, Uemura et Isogai constatent aussi que, virtuellement, toutes ces économies souffrent des conséquences néfastes de régimes de croissance reposant sur les exportations. Ce qui apparaissait comme un avantage dans la phase précédente de développement pourrait devenir un poids avec l'incertitude entourant la croissance en Amérique du Nord et en Europe et la volatilité des taux de change.

Sur ce dernier point, on peut remarquer qu'il y a eu des accords sino-nippons en décembre 2011 ayant pour objectif de développer l'usage de leur monnaie respective, le yen et le yuan, dans les transactions commerciales et les investissements entre les deux pays, au lieu de passer par le dollar comme actuellement (60 % des échanges entre la Chine et le Japon utilisent le billet vert). Utiliser directement leur monnaie respective permettra aux entreprises chinoises et japonaises de réduire leurs coûts et de se prémunir des aléas monétaires liés aux fluctuations de la devise américaine. Cependant, pour Boyer, Uemura et Isogai, il reste une large différence de productivité entre les économies asiatiques et un manque de coordination des politiques entre leurs gouvernements. Il y a, d'autre part, un manque de volonté politique parmi les gouvernements les plus puissants d'abandonner leur autonomie monétaire, celle-ci étant en particulier très précieuse et nécessaire pour la stratégie de croissance de la Chine aussi bien que pour le pouvoir de négociation du Japon.

Les auteurs concluent qu'un certain nombre de réformes sont nécessaires pour réduire les déséquilibres régionaux qui menacent la stabilité des régimes de croissance asiatique. Un des enjeux les plus importants, au niveau de l'État nation, serait l'apparition d'un compromis de base dans la relation de travail et l'apparition d'une politique sociale plus ambitieuse. Une indexation des salaires réels sur la productivité, et plus généralement une amélioration des conditions de vie de la population, pourraient aider à la constitution d'un marché domestique tiré par la consommation. Cela contribuerait à arrêter la spirale du nivellement par le bas des salaires et de l'accroissement des inégalités, rendrait le marché domestique aussi attractif que les exportations et faciliterait la coordination des politiques de change, rendant notamment la

croissance chinoise moins dépendante de la sous-évaluation du Yuan. Dans la perspective régulationniste qui est celle de ces travaux, les formes institutionnelles devraient être réformées en fonction, y compris la nature de la compétition, le régime de crédit et monétaire, les relations entre l'État et son économie et l'insertion dans l'économie mondiale. Ainsi, pour organiser la division internationale du travail et les réseaux internationaux de production, des règles effectives devraient être établies au niveau régional pour gouverner le commerce et les investissements étrangers directs. De la même manière, une coordination effective et, ultimement, la création d'un centre financier régional seraient d'importantes étapes vers une allocation plus efficace du capital en termes de bien-être et de croissance parmi les pays de la région. Des programmes d'infrastructures communes, des normes techniques et une conception alternative du développement pourraient également être envisagées.

On peut le constater, la voie que suggèrent ces travaux vers une intégration régionale plus complète et stable est encore longue. Les compromis sociaux qu'elle implique dépendent de plus d'évolutions politiques qui restent très incertaines et la meilleure coopération entre États qu'elle exige reste plus que jamais menacée par des tensions diplomatiques et une augmentation des budgets militaires⁹. Cependant, pour en revenir à nos interrogations de départ, quelle que soit la forme que prendront les nouvelles coordinations entre institutions aux divers niveaux nationaux, mais aussi entre économies nationales, le poids économique de la région est en passe de prendre une telle place dans l'économie mondiale que la question de savoir s'il y a américanisation, ou occidentalisation des capitalismes d'Asie orientale n'apparaîtra sans doute bientôt plus que comme la simple manifestation d'un ethnocentrisme résiduel.

Publié dans laviedesidees.fr, le 23 mai 2012

© laviedesidees.fr

⁹ Voir l'interview de François Godement pour la Vie des Idées (<http://www.laviedesidees.fr/L-impossible-union-asiatique.html>)